NATIONS
UNIES

A

Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/52/32
11 décembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 115 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

Second rapport sur l'exécution du budget-programme

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Le budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997[1] a été adopté et exécuté dans des circonstances difficiles : les paragraphes 6 à 8 ci-dessous donnent des précisions sur ce contexte.

2. Le présent rapport, qui est à replacer dans le contexte susmentionné, présente une estimation du montant effectif des dépenses et des recettes de l'exercice biennal, compte tenu des éléments suivants : dépenses effectives des 18 premiers mois, dépenses prévues pour les six derniers mois et évolution de l'inflation, des taux de change et des ajustements au coût de la vie par rapport aux hypothèses retenues lors de l'établissement du premier rapport, que l'Assemblée générale a examiné à sa cinquante et unième session (A/C.5/51/38) et sur la base duquel ont été approuvés les crédits et les prévisions de recettes révisés de l'exercice biennal 1996-1997.

3. Les chiffres indiqués dans le présent rapport marquent un écart de 1,2 % (ou une diminution nette de 25,1 millions de dollars) par rapport aux crédits révisés et aux prévisions de recettes que l'Assemblée a approuvés dans sa résolution 51/222 du 18 décembre 1996 :

	Crédits révisés	Chiffres du présent rapport	Augmentation /(diminution)	Pourcentage
		(En millions de dollars des États-Unis)		
Dépenses	2 603,3	2 549,4	(53,8)	2,1
Recettes	447,7	419,0	(28,7)	6,4
Montants nets	2 155,6	2 130,4	(25,1)	1,2

4. La réduction nette des dépenses — 25,1 millions de dollars — se décompose comme suit :

		En millions de dollars des États-Unis (chiffres arrondis)
1.	Augmentations	
a)	Modification des hypothèses concernant l'inflation	1,6
b)	Dépenses engagées conformément aux dispositions de la résolution 50/217 du 23 décembre 1995, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires	4,3
c)	Dépenses engagées avec l'autorisation de l'Assemblée générale	25,7
	Total	31,6
2.	Diminutions	
a)	Modification des hypothèses concernant les taux de change	(49,3)
b)	Variations du coût des postes et des dépenses communes de personnel	(30,6)
c)	Majorations portant sur des objets de dépense autres que les postes, compte tenu du montant escompté des ressources effectivement nécessaires	(5,5)
d)	Diminution des recettes	28,7
	Total	(56,7)
	Diminution nette	25,1

5. Les prévisions contenues dans le présent rapport comprennent des dépenses supplémentaires d'un montant de 10,4 millions de dollars pour le Système intégré de gestion; la composition détaillée de ces dépenses figure dans le neuvième rapport du Secrétaire général sur le Système intégré de gestion (A/52/711).

6. On se souviendra qu'en adoptant le budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997, l'Assemblée générale avait décidé que le montant total des dépenses s'élèverait à 2 712,3 millions de dollars et que le montant prévu des économies supplémentaires à réaliser au cours de l'exercice serait de 103 991 200 dollars. En outre, l'Assemblée avait décidé que ces économies ne porteraient pas atteinte à la pleine exécution des activités prescrites et elle avait prié le Secrétaire général de lui soumettre des propositions pour les matérialiser.

7. À la suite d'un examen des mesures à prendre pour répondre à la demande de l'Assemblée générale, des propositions de réduction et un rapport décrivant les effets des mesures d'économies approuvées sur l'exécution des activités et programmes prescrits ont été soumis à l'Assemblée dans le courant de l'exercice biennal (voir A/C.5/50/57 et Add.1 et A/C.5/51/53). On avait alors indiqué que l'exécution du budget serait une tâche nettement plus délicate au cours du présent exercice biennal qu'elle ne l'avait été lors des exercices précédents car il faudrait déployer des efforts dynamiques pour gérer un volume de ressources considérablement réduit dans le cadre d'un cycle budgétaire de courte durée et d'une structure budgétaire trop rigide ou qui ne ménageait pas des délais suffisants pour réaliser les économies exigées autrement que par une forte réduction des dépenses de personnel.

8. Lorsque les crédits ont été initialement débloqués, on a souligné la nécessité de faire preuve de la plus grande prudence dans les engagements de dépenses en attendant que le montant des économies à réaliser au cours de l'exercice biennal soit déterminé et que l'Assemblée générale approuve les économies recensées. Comme on pouvait s'y attendre les incertitudes prolongées sur le volume des ressources disponibles auraient des répercussions sur les prestations et entraîneraient des retards ou des reports dans les activités programmées. Afin d'assurer une meilleure continuité dans la réalisation des objectifs des programmes approuvés après l'introduction des mesures d'économies en 1996, on a donné aux bureaux une plus grande liberté d'action par le biais des allocations de crédits, ce qui devait faciliter la tâche des directeurs de programme du point de vue de l'optimisation de l'emploi des ressources. Les effets de cet assouplissement des modalités d'exécution sont commentés dans la section C, intitulée "Ajustements divers", de la partie II, C du présent rapport.

9. Dans le rapport du Secrétaire général en date du 20 juin 1997 (A/C.5/51/53), il était indiqué que le rapport sur l'exécution du budget-programme, qu'il appartenait au Bureau des services de contrôle internes d'établir, ne pouvait pas être rédigé avant la fin de l'exercice biennal. Le présent rapport vise plus particulièrement à fournir des informations financières sur l'exécution du budget-programme de l'exercice 1996-1997. Une fois que le rapport sur l'exécution du budget-programme aura été établi, on devrait avoir une vue plus complète des résultats obtenus dans le cadre de ce budget.

10. Les états énumérés ci-après donnent des précisions sur les variations des montants des ressources nécessaires et sur les hypothèses révisées, notamment en ce qui concerne les taux de change et le coût de la vie :

État 1. Récapitulatif des prévisions de dépenses par chapitre et par facteur déterminant

État 2. Récapitulatif des prévisions de dépenses par objet de dépense et par facteur déterminant

État 3. Récapitulatif des prévisions de dépenses par chapitre, objet de dépense et facteur déterminant

État 4. Taux de change et taux d'inflation, par lieu d'affectation

État 5. Taux de change opérationnels de l'ONU pour 1997

État 6. Coefficients d'ajustement (indemnité de poste) applicables aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pour 1997

État 7. Traitements des agents des services généraux : variations en monnaie locale

État 8. Dépenses communes de personnel, exprimées en pourcentage des traitements nets

État 9. Taux de vacance de poste, par chapitre

II. CHAPITRES DES DÉPENSES

11. On trouvera ci-dessous une ventilation des modifications portant sur les chapitres des dépenses :

Crédits révisés 1996-1997	Taux de change	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires	Ajustements divers	Prévisions révisées
		(En millions de dollars des États-Unis)			
2 603,3	(49,3)	1,6	30,0	(36,2)	2 549,4

A. Taux de change et inflation

(Diminution : 47,7 millions de dollars)

12. Ce montant est le résultat net de l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport aux autres devises (diminution : 49,3 millions de dollars) et d'une inflation un peu plus forte que prévue, essentiellement en ce qui concerne les postes (1,6 million de dollars). La répartition du montant de 47,7 millions de dollars par lieu d'affectation est la suivante :

Tableau 1

Modifications relatives aux taux de change et à l'inflation par lieu d'affectation

(En millions de dollars des États-Unis)

Lieu d'affectation	Taux de change	Inflation	Total
New York	—	(0,5)	(0,5)
Genève	(32,2)	(0,5)	(32,7)
Vienne	(6,0)	0,1	(5,9)
Santiago	0,1	(0,5)	(0,4)
Addis-Abeba	(0,7)	0,3	(0,4)
Amman	—	(0,4)	(0,4)
Nairobi	(0,1)	0,8	0,7
Bangkok	(3,6)	0,5	(3,1)
Autres lieux d'affectation	(2,1)	1,4	(0,7)
Contributions du personnel	(4,7)	0,3	(4,4)
Total	(49,3)	1,6	(47,7)

13. La réduction de 49,3 millions de dollars est due au fait que le cours du dollar par rapport aux autres monnaies est resté supérieur en 1997 aux cours qui avaient été pris en compte dans le budget en décembre 1996. Il convient de rappeler que dans son rapport du 5 décembre 1996 (A/C.5/51/38), le Secrétaire général notait que le dollar s'était sensiblement apprécié de mai à décembre 1996. Cette tendance s'est poursuivie en 1997. Alors que, pour les crédits révisés, on avait retenu l'hypothèse d'un dollar à 1,29 franc suisse — ce qui correspondait aux taux de change opérationnels de l'ONU en décembre 1996 — le cours moyen du dollar en 1997, calculé sur la base des taux

effectifs jusqu'à la fin novembre 1997, s'est établi à 1,44 franc suisse, soit un écart de 10,4 %. Quant au schilling autrichien, son cours moyen en 1997 a été égal à 12,03 schillings pour 1 dollar au lieu des 10,80 supposés pour le calcul du montant des crédits révisés, soit un écart de 10,2 %. Les graphiques ci-dessous illustrent l'évolution du franc suisse et du schilling autrichien par rapport au dollar des États-Unis sur la base des taux effectifs mensuels pour 1996 et de janvier à novembre 1997 et sur la base des projections pour décembre 1997.

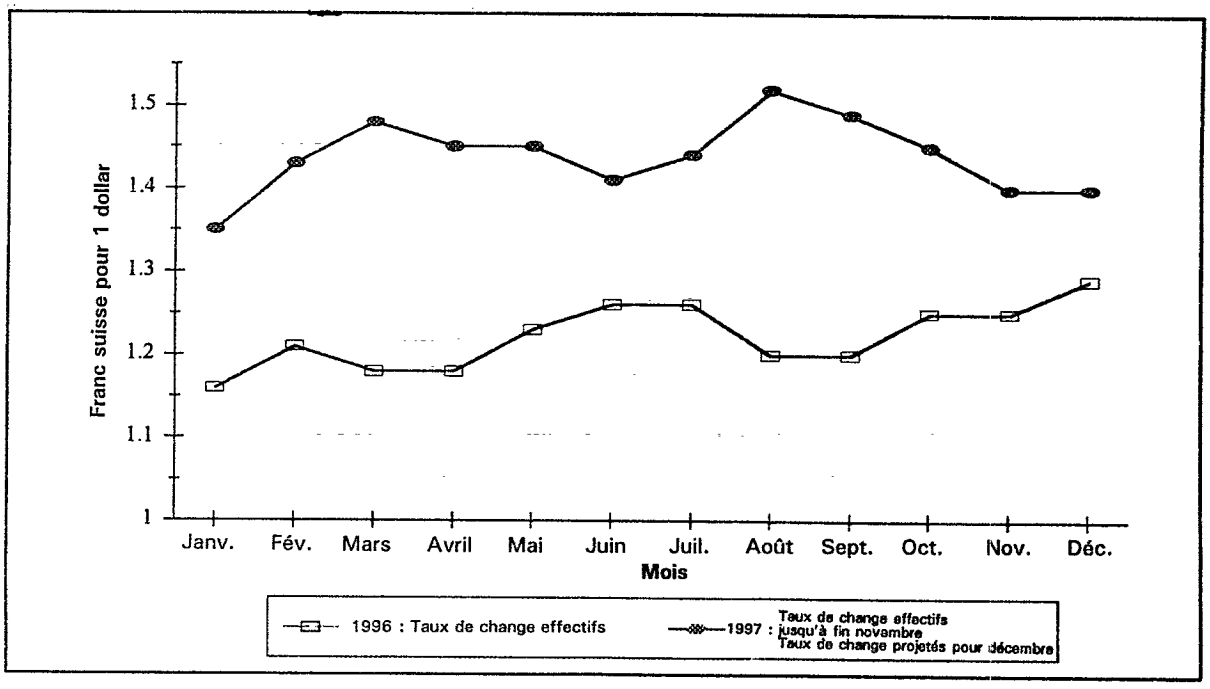
14. Au stade de la réévaluation des coûts, lorsqu'il a fallu définir les paramètres à utiliser pour chiffrer l'incidence de l'évolution des taux de change, le Secrétariat a appliqué les taux de change moyens effectivement enregistrés pour 1997. On trouvera dans les états 4 et 5 des précisions sur les taux de change retenus comme hypothèses, et sur les taux de change effectifs dans tous les lieux d'affectation.

15. Pour ce qui est de l'inflation, les ajustements sont fondés sur les données les plus récentes concernant les indices des prix à la consommation ainsi que sur les modifications provenant des écarts entre, d'une part, les indices d'ajustement effectivement appliqués aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les ajustements au coût de la vie effectivement appliqués aux traitements des agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées, et, de l'autre, les hypothèses retenues pour les crédits révisés.

16. En ce qui concerne les postes, l'augmentation d'un montant total de 2 millions de dollars (hors contributions du personnel) tient au fait que les indices d'ajustement et les ajustements au coût de la vie ont été légèrement plus élevés que prévus dans un certain nombre de lieux d'affectation. On trouvera dans le tableau 2 ci-après les augmentations et les diminutions au titre de l'inflation pour les dépenses relatives aux postes, par lieu d'affectation. On trouvera également des précisions supplémentaires dans le l'état 6, qui présente, par lieu d'affectation, des renseignements sur l'évolution des indices d'ajustement et une comparaison des indices supposés et effectifs, et dans l'état 7 qui donne, par lieu d'affectation, les ajustements au coût de la vie appliqués aux traitements des agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées.

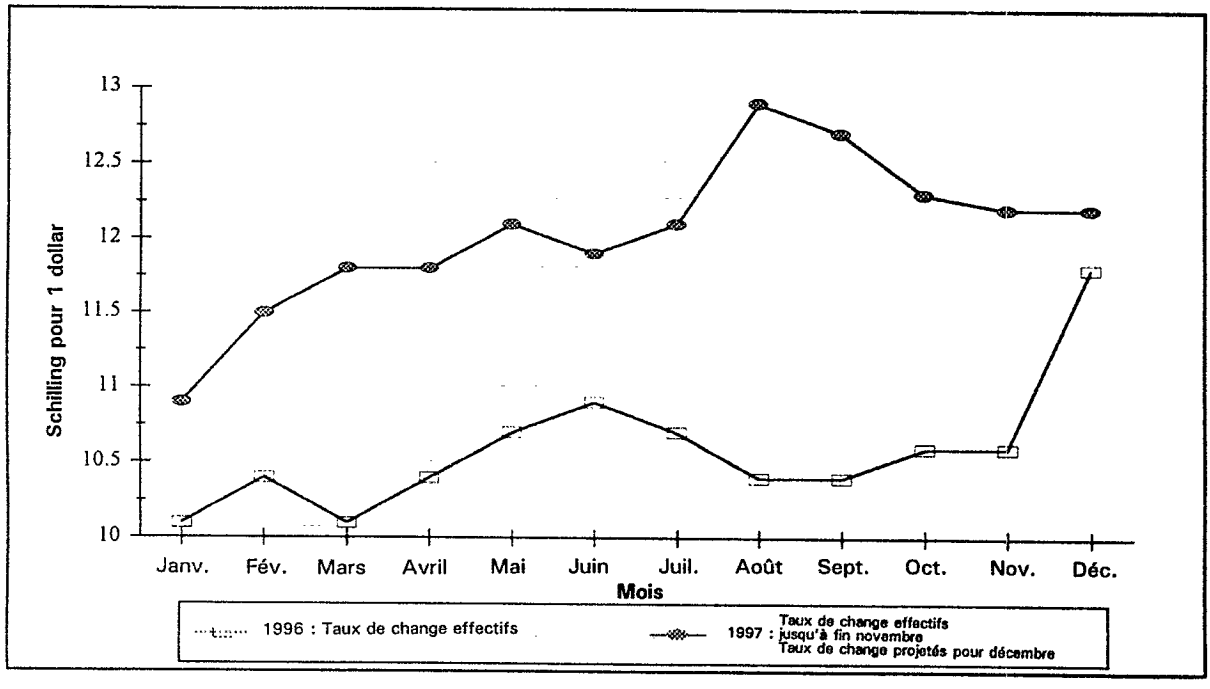
Graphique 1

Évolution du taux de change du franc suisse en dollar des États-Unis



Graphique 2

Évolution du taux de change du schilling autrichien en dollar des États-Unis



/...

Tableau 2

Dépenses relatives aux postes : modifications au titre de l'inflation (augmentations ou diminutions) par lieu d'affectation

Lieu d'affectation	Augmentation/(diminution) en millions de dollars des États-Unis
New York	(0,1)
Genève	(0,3)
Vienne	0,1
Santiago	(0,4)
Addis-Abeba	0,4
Amman	(0,4)
Nairobi	0,7
Bangkok	0,5
Autres lieux d'affectation	1,5
Montant net	2,0

17. En ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, les taux d'inflation révisés pour 1997 sont dans la plupart des cas analogues ou inférieurs à ce qui avait été prévu dans les crédits révisés. Le résultat net est une réduction de 0,5 million de dollars au titre de l'inflation pour ces objets de dépense. L'état 4 donne également des détails sur les chiffres révisés de l'inflation pour les objets de dépense autres que les postes, par lieu d'affectation.

B. Dépenses imprévues et extraordinaires

(Augmentation : 30 millions de dollars)

18. En vertu de la résolution 50/217, le Secrétaire général est autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à contracter pendant l'exercice biennal des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour les engagements à concurrence de 5 millions de dollars des États-Unis pour chacune des deux années de l'exercice, dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité, et pour les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aura attesté qu'ils ont trait aux dépenses entraînées par un certain nombre de situations à la Cour définies au paragraphe 1 b) de la résolution 50/217.

19. En vertu des dispositions de cette résolution, des engagements d'un montant total de 4 290 600 dollars ont été contractés, comme suit :

a) Engagements dont le Secrétaire général a attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité (4 208 800 dollars);

b) Engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice a certifié qu'ils ont trait à des dépenses imprévues relatives à la Cour (81 800 dollars).

20. Des engagements d'un montant de 54 000 dollars destinés à financer des mesures de sécurité interorganisations ont également été contractés.

21. Le détail des montants indiqués est le suivant :

			Dollars des États-Unis
a)	Engagements dont le Secrétaire général a attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité		
Chapitre 3.	i)	Bureau du Représentant spécial ONU/OUA pour la région des Grands Lacs	578 500
	ii)	Représentant personnel du Secrétaire général au Timor oriental	159 500
	iii)	Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie	511 800
	iv)	Représent du Secrétaire général au Cambodge	477 600
	v)	Mission technique en prévision de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies au Congo-Brazzaville	94 700
	vi)	Mission de l'Envoyé spécial pour la Somalie	55 700
	vii)	Mission de l'Envoyé spécial pour l'Afghanistan	73 800
	viii)	Bureau des Nations Unies au Burundi	1 505 300
	ix)	Envoyé spécial du Secrétaire général en Sierra Leone	233 400
	x)	Bureau des Nations Unies au Libéria	518 500
b)	Engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice a attesté qu'ils ont trait à des dépenses imprévues de la Cour		
Chapitre 5.	A.	Paiement des honoraires et des frais de voyage des juges ad hoc en ce qui concerne les affaires ci-après :	
	i)	Compétence en matière de pêcherie (Espagne c. Canada);	700
	ii)	Plates-formes d'exploitation pétrolière (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique);	16 000
	B.	Paiement des pensions, des frais de voyage et de déménagement des membres de la Cour qui prennent leur retraite et des frais de voyage et de déménagement et de l'indemnité d'installation des nouveaux membres de la Cour	60 000
	C.	Frais de voyage des membres de la Cour appelés à se rendre sur place pour l'affaire concernant le projet Gabcikovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovénie)	5 100
c)	Engagements destinés à financer des mesures de sécurité interorganisations		54 000

/...

22. En outre, à sa cinquante et unième session, l'Assemblée générale a autorisé des engagements de dépenses d'un montant de 25 676 900 dollars en application de ses résolutions 51/198 du 27 mars 1997 et 51/196 B du 31 juillet 1997. Ce montant se décompose comme suit :

			Dollars des États-Unis
Chapitre 3.	a)	Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (résolutions 51/198 et A/51/842)	21 013 000
	b)	Mission civile internationale en Haïti (résolutions 51/196 B et A/51/956)	2 585 100
Chapitre 32. Contributions du personnel			2 078 800

23. Comme indiqué dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme, du fait de l'appréciation continue du dollar des États-Unis, ces dépenses supplémentaires ont été financées dans la limite des crédits ouverts.

C. Ajustements divers

(Diminution : 36,2 millions de dollars)

24. Comme on l'a indiqué plus haut, l'état 2 donne des détails sur la ventilation des ajustements divers par grande catégorie de dépense. Sont incluses sous cette rubrique les modifications suivantes : a) écarts résultant de l'estimation du montant effectif des dépenses communes de personnel; b) écarts entre les taux de vacance de poste effectifs et ceux retenus comme hypothèses pour calculer le montant des crédits révisés; c) écarts entre les coûts salariaux moyens effectifs et les coûts salariaux standard utilisés pour calculer le montant des crédits révisés; d) ajustements apportés à des dépenses autres que le coût des postes pour tenir compte du montant escompté des ressources effectivement nécessaires pour l'exercice.

25. Les montants prévus dans le budget-programme pour les indemnités, prestations et autres sommes à verser à l'occasion de la nomination, de la mutation ou de la cessation de service de fonctionnaires figurent sous la rubrique dépenses communes de personnel. Ils sont estimés en appliquant aux traitements nets un ratio correspondant au rapport prévu, en pourcentage, entre les deux types de dépenses dans chaque lieu d'affectation. Ils sont fondés sur les rapports effectivement observés. Les ratios retenus dans le présent document sont ceux qui ont servi à calculer le montant des crédits révisés. On trouvera dans l'état 8 des renseignements détaillés sur les ratios de dépenses communes du personnel dans les différents lieux d'affectation.

26. L'importante diminution de 34,3 millions de dollars relative aux postes tient au fait que, pour réaliser les économies exigées par l'Assemblée générale, il a fallu relever sensiblement les taux de vacance de postes par rapport à ceux prévus dans le budget et, pour cela, prendre un certain nombre de mesures,

notamment geler les postes devenus vacants afin de tirer pleinement parti de l'érosion naturelle des effectifs, geler les recrutements, sauf dans un nombre limité d'exceptions, et instituer un programme de départ anticipé qui a été mis en oeuvre en 1996. Les taux de vacance de postes retenus étaient de 10,4 % pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et de 7,5 % pour les agents des services généraux et des catégories apparentées. Compte tenu des données effectives dont on dispose pour 22 mois, on estime que les taux moyens s'établiront à 12,8 % et 7,6 % respectivement pour l'exercice. On trouvera dans l'état 9 des renseignements par chapitre du budget sur l'évolution des taux de vacance de postes pour les postes inscrits au budget ordinaire.

27. On trouvera des renseignements détaillés sur les dépenses entraînées par le programme de départ anticipé mis en oeuvre en 1996 – dont le coût se chiffre à 14,7 millions de dollars – dans l'annexe VIII B du deuxième rapport du Comité consultatif sur le budget-programme (A/51/7/Add.1).

28. En ce qui concerne les ajustements portant sur les objets de dépense autres que les postes, on prévoit une économie nette de 5,5 millions de dollars, comme il ressort de l'état 2. L'augmentation globale de 16,5 millions de dollars constatée au titre des voyages et des achats de mobilier et de matériel est plus que compensée par la réduction de 22 millions de dollars enregistrée au titre des autres dépenses de personnel, des frais généraux de fonctionnement, des achats de fournitures et d'accessoires, des travaux d'aménagement de locaux, et des autres grands objets de dépense.

29. L'augmentation des frais de voyage a plusieurs causes : déplacements effectués par le personnel d'appui affecté à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et par les agents de sécurité et les spécialistes des communications chargés du cryptage des données, et session extraordinaire du Comité des contributions.

30. Dans le cadre des mesures d'économie adoptées en 1996, on avait renoncé à utiliser une part importante des montants initialement inscrits au budget-programme pour les achats de mobilier et de matériel. Néanmoins, l'évaluation des équipements dont l'Organisation a besoin à long terme, notamment pour se doter d'une infrastructure moderne adaptée aux technologies de l'information, a démontré la nécessité de mettre à niveau les serveurs du réseau local dont la puissance est actuellement insuffisante pour assurer toutes les fonctions prévues, de remplacer des équipements dépassés utilisés par le Département de l'information, à savoir le matériel de production d'émissions de télévision, d'équiper en mobilier les nouvelles installations de conférences d'Addis-Abeba, etc.

31. La diminution des dépenses afférentes à de grandes catégories de dépenses telles que les autres dépenses de personnel, les fournitures et accessoires ou l'amélioration des locaux s'explique principalement par un renforcement du contrôle exercé sur les demandes de fournitures (papier pour la photocopie, etc.), la rationalisation des commandes et la renégociation du contrat d'achat de fournitures, la décision de ne pas procéder à certains travaux d'amélioration des locaux, qui a été prise dans le cadre de l'examen approfondi de la structure interne des bureaux hors siège, compte tenu de la possibilité de faire des locaux de certains bureaux des Nations Unies des "locaux communs" regroupant les

installations utilisées par les différents organismes, et la renégociation des contrats passés pour la fourniture de services contractuels tels que les services d'ingénieurs du son pour les conférences, etc. La diminution considérable des frais généraux de fonctionnement est due pour l'essentiel à des mesures d'économies d'énergie telles que l'arrêt du système interne de climatisation après certaines heures, la négociation de meilleurs tarifs pour les communications passant par les réseaux commerciaux, la baisse des frais de location et d'entretien consécutive à la dénonciation du bail de certains locaux, la négociation de nouveaux contrats de nettoyage, etc., et la réduction des frais de location et d'entretien de mobilier et de matériel découlant du transfert de l'ordinateur principal au Centre international de calcul à Genève, entre autres. Pour ce qui est des autres dépenses de personnel, la diminution nette constatée résulte notamment de la baisse des honoraires versés aux membres de la Commission du droit international, qui ont été moins nombreux que prévu à participer à la session, la diminution du nombre de réunions du Groupe consultatif commun sur le Centre du commerce international, l'utilisation d'un système de permanence qui permet de disposer de services de secrétariat après les heures normales de travail et, grâce à une modification des roulements, d'assurer le maximum de services sans que le nombre d'heures supplémentaires soit excessif, etc.

D. Chapitres des recettes

(Diminution : 28,7 millions de dollars)

32. La diminution totale de 28,7 millions de dollars prévue au titre des recettes se répartit comme suit entre les différents chapitres :

Chapitre des recettes		Prévisions de recettes approuvées	Augmentation/(diminution)	Prévisions de recettes révisées
			(En millions de dollars É.-U.)	
1er	Recettes provenant des contributions du personnel	363,5	(23,5)	340,0
2	Recettes générales	82,0	(6,1)	75,9
3	Services destinés au public	2,2	0,9	3,1
	Total	447,7	(28,7)	419,0

Chapitre premier des recettes

33. La diminution de 23,5 millions de dollars s'explique essentiellement par des ajustements de change relatifs aux traitements des agents des services généraux, l'incidence de l'augmentation des taux de vacances de poste mentionnée plus haut et divers ajustements des autres dépenses de personnel.

Chapitre 2 des recettes

34. La diminution nette observée au chapitre 2 des recettes est due à plusieurs facteurs dont les plus importants sont les suivants : diminution des loyers perçus, notamment à l'Office des Nations Unies à Genève, du fait du déménagement

du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), lequel s'est installé fin 1995 dans des locaux appartenant à la ville de Genève, du déménagement du Programme des Volontaires des Nations Unies à Bonn en 1995 et des fluctuations des taux de change, et à l'Office des Nations Unies à Nairobi où le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a réduit la surface de ses bureaux (3,3 millions de dollars); diminution des recettes provenant du remboursement de divers services (sécurité, communications, émission de laissez-passer et d'attestations connexes et services de conférence) fournis à des institutions spécialisées ou à d'autres services administratifs (1,9 million de dollars); diminution d'autres recettes provenant notamment de la vente de matériel usagé ou du remboursement par les institutions spécialisées de leur part des dépenses de la Commission de la fonction publique internationale et des dépenses du Corps commun d'inspection, etc. (900 000 dollars).

Chapitre 3 des recettes

35. L'augmentation qui apparaît au chapitre 3 est le résultat net de l'augmentation des recettes dégagées notamment par la vente d'articles philatéliques (1,3 million de dollars) et les services destinés aux visiteurs (1 million de dollars), et de la diminution de celles provenant d'autres sources, telles que la vente d'articles-cadeaux au Siège (2,1 millions de dollars).

État 1

Récapitulatif des prévisions de dépenses par chapitre et par facteur déterminant

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues					Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
		Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	
1. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE	39 349,2	(311,8)	(36,4)	—	(299,8)	(648,0)	38 701,2
2. AFFAIRES POLITIQUES	58 936,4	(122,3)	(30,6)	—	(2 271,0)	(2 423,9)	56 512,5
3. OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET MISSIONS SPÉCIALES	135 505,3	(1 181,1)	1 433,5	27 806,9	(10 794,0)	17 265,3	152 770,6
4. AFFAIRES SPATIALES	4 176,4	(177,0)	9,1	—	118,2	(49,7)	4 126,7
5. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	19 985,9	(634,8)	(5,0)	81,8	729,8	171,8	20 157,7
6. ACTIVITÉS JURIDIQUES	30 254,5	(243,1)	(9,4)	—	(327,9)	(580,4)	29 674,1
7A. DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	41 938,3	(143,9)	(23,4)	—	(110,4)	(277,7)	41 660,6
7B. AFRIQUE : SITUATION ÉCONOMIQUE CRITIQUE, REDRESSEMENT ET DÉVELOPPEMENT	4 365,8	(2,9)	(1,8)	—	154,2	149,5	4 515,3
8. DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ET DE L'ANALYSE DES POLITIQUES	47 276,2	(20,1)	(15,9)	—	(1 785,3)	(1 821,3)	45 454,9
9. DÉPARTEMENT DES SERVICES D'APPUI ET DE GESTION POUR LE DÉVELOPPEMENT	26 811,4	(106,8)	(10,8)	—	693,9	576,3	27 387,7
10A. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT	110 226,3	(5 101,3)	(156,6)	—	(995,0)	(6 252,9)	103 973,4
10B. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL CNUCED/GATT	22 326,6	(2 001,2)	224,6	—	(566,8))	(2 343,4)	19 983,2

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues					Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
		Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	
11. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT	8 231,1	(156,5)	126,3	—	(1 171,2)	(1 201,4)	7 029,7
12. CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT)	11 731,7	(85,7)	252,4	—	(317,5)	(150,8)	11 580,9
13. LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ	5 194,9	(283,9)	(2,1)	—	(454,2)	(740,2)	4 454,7
14. CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES	16 195,0	(817,2)	9,2	—	(101,7)	(909,7)	15 285,3
15. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	82 360,9	(663,0)	345,1	—	(6 949,3)	(7 267,2)	75 093,7
16. COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE	67 487,3	(3 508,3)	509,4	—	(3 314,1)	(6 313,0)	61 174,3
17. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE	47 951,7	(2 285,1)	(101,8)	—	(2 042,4)	(4 429,3)	43 522,4
18. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES	82 515,4	87,3	(688,5)	—	(5 030,5)	(5 631,7)	76 883,7
19. COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE	34 143,3	0,4	(366,3)	—	194,1	(171,8)	33 971,5
20. PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE	37 375,9	—	—	—	—	—	37 375,9
21. DROITS DE L'HOMME	48 000,6	(2 160,5)	(111,4)	—	(474,5)	(2 746,4)	45 254,2
22. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS	50 139,1	(2 387,3)	(62,6)	—	(104,6)	(2 554,5)	47 584,6
23. OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT	17 304,9	(165,6)	119,5	—	1 019,0	972,9	18 277,8
24. DÉPARTEMENT DES AFFAIRES HUMANITAIRES	18 955,5	(500,0)	(29,8)	—	81,2	(448,6)	18 506,9
25. INFORMATION	132 390,8	(457,8)	(29,4)	—	741,3	254,1	132 644,9

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
26. ADMINISTRATION ET GESTION	916 081,5	(19 407,9)	18,3	—	(2 476,2)	(21 865,8)	894 215,7
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion	12 695,9	—	(4,5)	—	(397,7)	(402,2)	12 293,7
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	20 156,1	—	(6,4)	—	149,3	142,9	20 299,0
C. Bureau de la gestion des ressources humaines	40 701,6	—	(5,5)	—	919,8	914,3	41 615,9
D. Services d'appui (New York)	207 895,4	—	(165,8)	—	(3 853,4)	(4 019,2)	203 876,2
E. Services de conférence	459 263,2	(10 953,4)	(258,5)	—	4 482,1	(6 729,8)	452 533,4
F. Administration (Genève)	120 778,0	(6 262,4)	(9,9)	—	(2 915,5)	(9 098,0)	111 680,0
G. Administration (Vienne)	44 677,9	(2 139,6)	31,8	—	(963,0)	(3 070,8)	41 607,1
H. Administration (Nairobi)	9 913,4	(52,5)	347,3	—	102,2	397,0	10 310,4
27. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES FINANCÉES EN COMMUN	27 483,8	(756,6)	(43,5)	—	61,5	(738,6)	26 745,2
28. DÉPENSES SPÉCIALES	41 350,4	(307,9)	(40,2)	54,0	1 678,2	1 384,1	42 734,5
29. BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE	15 011,5	(84,9)	2,7	—	(302,5)	(384,7)	14 626,8
30. INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES	21 300,2	(51,0)	(23,6)	—	10 381,5	10 306,9	31 607,1
31. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET AMÉLIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN	28 648,8	(527,2)	(34,3)	—	(1 556,3)	(2 117,8)	26 531,0
32. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL	348 280,6	(4 701,7)	335,5	2 078,8	(10 571,6)	(12 859,0)	335 421,6
33. AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS	3 993,7	—	—	—	—	—	3 993,7
Total, prévisions de dépenses (montant brut)	2 603 280,9	(49 266,7)	1 562,2	30 021,5	(36 163,9)	(53 846,9)	2 549 434,0

État 2

Récapitulatif des prévisions de dépenses par objet de dépense et par facteur déterminant

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues					Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
		Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	
Postes	1 526 468,9	(32 239,1)	2 043,4	—	(30 623,5)	(60 819,2)	1 465 649,7
Autres dépenses de personnel	188 684,5	(3 125,9)	(317,1)	22 263,7	(2 093,0)	16 727,7	205 412,2
Consultants et experts	15 009,7	(319,1)	(19,0)	178,4	(782,4)	(942,1)	14 067,6
Voyages	47 642,6	(925,9)	(87,5)	751,3	377,6	115,5	47 758,1
Services contractuels	62 989,8	(465,1)	(90,3)	326,2	(688,5)	(917,7)	62 072,1
Frais généraux de fonctionnement	225 769,1	(3 108,5)	(326,1)	3 663,6	(13 679,3)	(13 450,3)	212 318,8
Fournitures et accessoires	31 352,4	(506,8)	(53,6)	321,5	(2 370,3)	(2 609,2)	28 743,2
Mobilier	815,6	(8,8)	(16,1)	26,0	5 834,3	5 835,4	6 651,0
Matériel	25 379,6	(469,1)	(61,8)	358,0	10 317,0	10 144,1	35 523,7
Amélioration des locaux	28 648,8	(510,9)	(33,9)	—	(1 816,5)	(2 361,3)	26 287,5
Subventions et contributions	9 374,6	(18,4)	(2,4)	—	(190,9)	(211,7)	9 162,9
Dépenses diverses	441 145,3	(7 569,1)	526,6	2 132,8	(448,4)	(5 358,1)	435 787,2
Total	2 603 280,9	(49 266,7)	1 562,2	30 021,5	(36 163,9)	(53 846,9)	2 549 434,0

État 3

Récapitulatif des prévisions de dépenses par chapitre, objet de dépense et facteur déterminant

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
1. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE							
Postes	21 609,1	(294,4)	(9,9)	—	(397,8)	(702,1)	20 907,0
Autres dépenses de personnel	4 000,1	(4,3)	(5,5)	—	(163,3)	(173,1)	3 827,0
Consultants et experts	139,9	—	(0,2)	—	45,4	45,2	185,1
Voyages	6 120,3	(7,8)	(10,0)	—	(58,1)	(75,9)	6 044,4
Services contractuels	3 572,7	—	(5,1)	—	(92,1)	(97,2)	3 475,5
Frais généraux de fonctionnement	872,8	(2,2)	(1,1)	—	80,0	76,7	949,5
Fournitures et accessoires	72,0	(1,4)	(0,3)	—	20,0	18,3	90,3
Matériel	42,7	(1,7)	—	—	10,5	8,8	51,5
Dépenses diverses	2 919,6	—	(4,3)	—	255,6	251,3	3 170,9
Total	39 349,2	(311,8)	(36,4)	—	(299,8)	(648,0)	38 701,2
2. AFFAIRES POLITIQUES							
Postes	48 212,3	(115,4)	(16,9)	—	(1 820,7)	(1 953,0)	46 259,3
Autres dépenses de personnel	2 032,6	(5,6)	(2,3)	—	182,7	174,8	2 207,4
Consultants et experts	1 433,8	—	(2,1)	—	(116,1)	(118,2)	1 315,6
Voyages	2 624,6	(0,5)	(3,3)	—	(414,4)	(418,2)	2 206,4
Services contractuels	504,4	—	(0,3)	—	209,1	208,8	713,2
Frais généraux de fonctionnement	1 580,2	—	(2,1)	—	(205,9)	(208,0)	1 372,2
Fournitures et accessoires	181,7	—	(0,5)	—	8,4	7,9	189,6
Matériel	923,1	(0,8)	(1,6)	—	35,9	33,5	956,6
Subventions et contributions	1 443,7	—	(1,5)	—	(150,0)	(151,5)	1 292,2
Total	58 936,4	(122,3)	(30,6)	—	(2 271,0)	(2 423,9)	56 512,5
3. OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET MISSIONS SPÉCIALES							
Postes	60 492,2	(736,6)	1 569,1	—	(3 698,1)	(2 865,6)	57 626,6
Autres dépenses de personnel	45 397,8	(274,8)	(68,1)	22 187,0	(5 314,2)	16 529,9	61 927,7
Consultants et experts	800,1	—	0,1	178,4	(279,3)	(100,8)	699,3
Voyages	5 822,4	—	(11,0)	746,2	264,3	999,5	6 821,9
Services contractuels	738,6	(3,3)	—	326,2	32,0	354,9	1 093,5

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
Frais généraux de fonctionnement	15 604,7	(163,1)	(33,1)	3 663,6	(1 329,5)	2 137,9	17 742,6
Fournitures et accessoires	3 047,1	(1,6)	(6,1)	321,5	(273,8)	40,0	3 087,1
Mobilier	2,9	—	—	26,0	(2,9)	23,1	26,0
Matériel	3 599,5	(1,7)	(17,4)	358,0	(192,5)	146,4	3 745,9
Amélioration des locaux	—	—	—	—	—	—	—
Subventions et contributions	—	—	—	—	—	—	—
Total	135 505,3	(1 181,1)	1 433,5	27 806,9	(10 794,0)	17 265,3	152 770,6
4. AFFAIRES SPATIALES							
Postes	3 703,9	(156,8)	8,9	—	118,6	(29,3)	3 674,6
Autres dépenses de personnel	6,6	(0,4)	—	—	(0,5)	(0,9)	5,7
Consultants et experts	18,6	(0,5)	—	—	0,5	—	18,6
Voyages	91,4	(4,5)	0,1	—	—	(4,4)	87,0
Frais généraux de fonctionnement	1,8	—	—	—	(0,4)	(0,4)	1,4
Fournitures et accessoires	—	—	—	—	—	—	—
Matériel	9,5	—	—	—	—	—	9,5
Subventions et contributions	344,6	(14,8)	0,1	—	—	(14,7)	329,9
Total	4 176,4	(177,0)	9,1	—	118,2	(49,7)	4 126,7
5. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE							
Postes	8 921,8	(386,5)	(6,6)	76,7	179,3	(137,1)	8 784,7
Autres dépenses de personnel	3 268,3	(66,9)	2,3	—	600,8	536,2	3 804,5
Consultants et experts	47,3	(2,8)	—	—	(29,3)	(32,1)	15,2
Voyages	105,9	(5,2)	0,1	5,1	(28,3)	(28,3)	77,6
Services contractuels	4 782,7	(24,1)	(0,1)	—	(45,2)	(69,4)	4 713,3
Frais généraux de fonctionnement	2 105,0	(122,3)	(0,7)	—	148,0	25,0	2 130,0
Fournitures et accessoires	312,6	(16,2)	—	—	11,5	(4,7)	307,9
Matériel	442,3	(10,8)	—	—	(107,0)	(117,8)	324,5
Total	19 985,9	(634,8)	(5,0)	81,8	729,8	171,8	20 157,7
6. ACTIVITÉS JURIDIQUES							
Postes	23 789,5	(133,8)	4,0	—	(748,0)	(877,8)	22 911,7
Autres dépenses de personnel	659,7	(0,4)	(1,3)	—	(60,9)	(62,6)	597,1
Consultants et experts	610,4	(5,3)	(1,1)	—	(283,3)	(289,7)	320,7
Voyages	2 589,4	(93,3)	(4,4)	—	(160,5)	(258,2)	2 331,2
Services contractuels	1 129,7	(8,0)	(2,5)	—	633,2	622,7	1 752,4

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
Frais généraux de fonctionnement	276,9	—	(0,4)	—	19,4	19,0	295,9
Fournitures et accessoires	47,2	—	(0,6)	—	139,6	139,0	186,2
Mobilier	230,7	—	(0,9)	—	58,0	57,1	287,8
Matériel	596,7	(2,3)	(1,7)	—	74,6	70,6	667,3
Subventions et contributions	324,3	—	(0,5)	—	—	(0,5)	323,8
Total	30 254,5	(243,1)	(9,4)	—	(327,9)	(580,4)	29 674,1
7A. DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE							
Postes	34 659,7	(117,6)	(13,5)	—	(683,4)	(814,5)	33 845,2
Autres dépenses de personnel	493,9	(0,6)	(0,5)	—	50,3	49,2	543,1
Consultants et experts	1 466,9	(11,9)	(1,8)	—	174,9	161,2	1 628,1
Voyages	3 468,6	(6,6)	(5,6)	—	(74,6)	(86,8)	3 381,8
Services contractuels	185,4	—	(0,1)	—	(105,0)	(105,1)	80,3
Frais généraux de fonctionnement	741,2	(5,8)	(1,2)	—	181,9	174,9	916,1
Fournitures et accessoires	98,5	(0,9)	(0,3)	—	11,7	10,5	109,0
Matériel	298,9	(0,5)	(0,4)	—	333,8	332,9	631,8
Subventions et contributions	525,2	—	—	—	—	—	525,2
Total	41 938,3	(143,9)	(23,4)	—	(110,4)	(277,7)	41 660,6
7B. AFRIQUE : SITUATION ÉCONOMIQUE CRITIQUE, REDRESSEMENT ET DÉVELOPPEMENT							
Postes	3 038,2	(2,9)	0,3	—	200,3	197,7	3 235,9
Autres dépenses de personnel	316,0	—	(0,4)	—	12,8	12,4	328,4
Consultants et experts	451,6	—	(0,5)	—	(61,3)	(61,8)	389,8
Voyages	211,2	—	(0,4)	—	12,4	12,0	223,2
Services contractuels	311,6	—	(0,5)	—	(50,0)	(50,5)	261,1
Frais généraux de fonctionnement	16,0	—	(0,2)	—	40,0	39,8	55,8
Fournitures et accessoires	21,2	—	(0,1)	—	—	(0,1)	21,1
Total	4 365,8	(2,9)	(1,8)	—	154,2	149,5	4 515,3

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
8. DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ET DE L'ANALYSE DES POLITIQUES							
Postes	43 611,6	(20,1)	(9,0)	—	(1 159,4)	(1 188,5)	42 423,1
Autres dépenses de personnel	272,7	—	(0,7)	—	(233,8)	(234,5)	38,2
Consultants et experts	773,1	—	(1,3)	—	(126,1)	(127,4)	645,7
Voyages	576,9	—	(0,6)	—	(42,9)	(43,5)	533,4
Services contractuels	591,9	—	(2,2)	—	(153,8)	(156,0)	435,9
Frais généraux de fonctionnement	836,5	—	(1,0)	—	(89,7)	(90,7)	745,8
Fournitures et accessoires	59,4	—	(0,2)	—	(0,9)	(1,1)	58,3
Matériel	554,1	—	(0,9)	—	21,3	20,4	574,5
Total	47 276,2	(20,1)	(15,9)	—	(1 785,3)	(1 821,3)	45 454,9
9. DÉPARTEMENT DES SERVICES D'APPUI ET DE GESTION POUR LE DÉVELOPPEMENT							
Postes	24 298,5	(106,8)	(6,3)	—	150,8	37,7	24 336,2
Autres dépenses de personnel	321,8	—	(0,4)	—	738,6	738,2	1 060,0
Consultants et experts	475,4	—	(0,6)	—	(23,8)	(24,4)	451,0
Voyages	958,1	—	(2,1)	—	(213,2)	(215,3)	742,8
Services contractuels	23,8	—	(0,1)	—	—	(0,1)	23,7
Frais généraux de fonctionnement	560,7	—	(1,1)	—	(356,5)	(357,6)	203,1
Fournitures et accessoires	34,4	—	—	—	23,0	23,0	57,4
Matériel	138,7	—	(0,2)	—	375,0	374,8	513,5
Total	26 811,4	(106,8)	(10,8)	—	693,9	576,3	27 387,7
10A. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT							
Postes	97 806,4	(4 512,5)	(130,2)	—	(783,0)	(5 425,7)	92 380,7
Autres dépenses de personnel	1 121,4	(54,5)	(2,5)	—	220,8	163,8	1 285,2
Consultants et experts	2 515,3	(109,6)	(4,7)	—	(157,3)	(271,6)	2 243,7
Voyages	2 348,6	(110,1)	(4,8)	—	(196,1)	(311,0)	2 037,6
Services contractuels	820,2	(43,8)	(2,1)	—	(211,7)	(257,6)	562,6
Frais généraux de fonctionnement	3 447,1	(164,3)	(7,5)	—	173,4	1,6	3 448,7

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
Fournitures et accessoires	1 627,0	(81,8)	(3,6)	—	(172,9)	(258,3)	1 368,7
Matériel	540,3	(24,7)	(1,2)	—	131,8	105,9	646,2
Total	110 226,3	(5 101,3)	(156,6)	—	(995,0)	(6 252,9)	103 973,4
10B. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL CNUCED/GATT							
Dépenses diverses	22 326,6	(2 001,2)	224,6	—	(566,8)	(2 343,4)	19 983,2
Total	22 326,6	(2 001,2)	224,6	—	(566,8)	(2 343,4)	19 983,2
11. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT							
Postes	6 060,6	(75,4)	129,8	—	(1 038,9)	(984,5)	5 076,1
Autres dépenses de personnel	1 389,7	(66,1)	(3,0)	—	(11,8)	(80,9)	1 308,8
Consultants et experts	238,3	(5,2)	(0,1)	—	(52,7)	(58,0)	180,3
Voyages	296,8	(8,1)	(0,1)	—	(31,8)	(40,0)	256,8
Services contractuels	34,0	(0,2)	(0,1)	—	8,9	8,6	42,6
Frais généraux de fonctionnement	161,6	(1,2)	(0,2)	—	(7,7)	(9,1)	152,5
Fournitures et accessoires	47,4	(0,3)	—	—	(41,3)	(41,6)	5,8
Matériel	2,7	—	—	—	4,1	4,1	6,8
Total	8 231,1	(156,5)	126,3	—	(1 171,2)	(1 201,4)	7 029,7
12. CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT)							
Postes	9 314,2	(21,8)	255,8	—	(379,3)	(145,3)	9 168,9
Autres dépenses de personnel	1 596,7	(59,5)	(2,8)	—	61,8	(0,5)	1 596,2
Consultants et experts	335,5	(1,1)	(0,3)	—	—	(1,4)	334,1
Voyages	218,1	(2,4)	(0,1)	—	—	(2,5)	215,6
Services contractuels	71,0	(0,4)	(0,1)	—	—	(0,5)	70,5
Frais généraux de fonctionnement	161,6	(0,5)	(0,2)	—	9,5	8,8	170,4
Fournitures et accessoires	29,6	—	—	—	(4,5)	(4,5)	25,1
Matériel	5,0	—	0,1	—	(5,0)	(4,9)	0,1
Total	11 731,7	(85,7)	252,4	—	(317,5)	(150,8)	11 580,9

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
13. LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ							
Postes	4 071,2	(173,7)	9,3	—	(445,2)	(609,6)	3 461,6
Autres dépenses de personnel	299,0	(25,3)	(2,1)	—	—	(27,4)	271,6
Consultants et experts	573,5	(71,2)	(9,0)	—	(1,7)	(81,9)	491,6
Voyages	181,4	(8,8)	—	—	(4,4)	(13,2)	168,2
Services contractuels	48,1	(3,5)	(0,2)	—	(0,5)	(4,2)	43,9
Frais généraux de fonctionnement	3,0	(0,5)	(0,1)	—	(2,4)	(3,0)	—
Matériel	18,7	(0,9)	—	—	—	(0,9)	17,8
Total	5 194,9	(283,9)	(2,1)	—	(454,2)	(740,2)	4 454,7
14. CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES							
Postes	12 770,3	(559,6)	27,2	—	(53,8)	(586,2)	12 184,1
Autres dépenses de personnel	1 031,4	(124,4)	(16,2)	—	(20,3)	(160,9)	870,5
Consultants et experts	542,7	(30,4)	(0,6)	—	(72,6)	(103,6)	439,1
Voyages	1 139,3	(68,7)	(1,4)	—	(47,3)	(117,4)	1 021,9
Services contractuels	364,5	(17,5)	0,1	—	51,0	33,6	398,1
Frais généraux de fonctionnement	65,8	(3,4)	—	—	(12,3)	(15,7)	50,1
Fournitures et accessoires	176,2	(8,8)	—	—	(12,6)	(21,4)	154,8
Matériel	104,8	(4,4)	0,1	—	66,2	61,9	166,7
Total	16 195,0	(817,2)	9,2	—	(101,7)	(909,7)	15 285,3
15. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE							
Postes	64 989,2	(663,0)	356,8	—	(6 727,7)	(7 033,9)	57 955,3
Autres dépenses de personnel	2 851,7	—	(4,0)	—	(246,0)	(250,0)	2 601,7
Consultants et experts	1 000,6	—	(1,5)	—	253,1	251,6	1 252,2
Voyages	2 431,2	—	(3,5)	—	(330,6)	(334,1)	2 097,1
Services contractuels	784,5	—	(1,4)	—	(8,3)	(9,7)	774,8
Frais généraux de fonctionnement	5 481,0	—	2,1	—	(199,3)	(197,2)	5 283,8
Fournitures et accessoires	2 201,8	—	(1,4)	—	(483,8)	(485,2)	1 716,6
Mobilier	—	—	—	—	350,0	350,0	350,0
Matériel	1 473,7	—	(2,0)	—	443,3	441,3	1 915,0
Subventions et contributions	1 147,2	—	—	—	—	—	1 147,2
Total	82 360,9	(663,0)	345,1	—	(6 949,3)	(7 267,2)	75 093,7

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
16. COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE							
Postes	57 388,2	(2 778,5)	470,3	—	(2 600,9)	(4 909,1)	52 479,1
Autres dépenses de personnel	974,6	(64,4)	4,4	—	(265,8)	(325,8)	648,8
Consultants et experts	496,2	(35,3)	1,5	—	(16,5)	(50,3)	445,9
Voyages	1 124,9	(70,4)	4,4	—	(268,3)	(334,3)	790,6
Services contractuels	571,0	(41,2)	2,5	—	(75,7)	(114,4)	456,6
Frais généraux de fonctionnement	4 668,7	(342,7)	16,1	—	265,6	(61,0)	4 607,7
Fournitures et accessoires	752,9	(53,4)	3,0	—	(130,9)	(181,3)	571,6
Matériel	1 510,8	(122,4)	7,2	—	(221,6)	(336,8)	1 174,0
Dépenses diverses	—	—	—	—	—	—	—
Total	67 487,3	(3 508,3)	509,4	—	(3 314,1)	(6 313,0)	61 174,3
17. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE							
Postes	45 496,5	(2 162,2)	(96,6)	—	(1 561,9)	(3 820,7)	41 675,8
Autres dépenses de personnel	162,1	(7,6)	(0,3)	—	(8,2)	(16,1)	146,0
Consultants et experts	384,0	(19,6)	(1,0)	—	(72,0)	(92,6)	291,4
Voyages	688,4	(35,1)	(1,4)	—	(110,1)	(146,6)	541,8
Services contractuels	214,8	(12,5)	(0,5)	—	(19,9)	(32,9)	181,9
Frais généraux de fonctionnement	389,4	(22,4)	(1,1)	—	(253,5)	(277,0)	112,4
Fournitures et accessoires	99,0	(4,9)	—	—	(3,1)	(8,0)	91,0
Matériel	517,5	(20,8)	(0,9)	—	(13,7)	(35,4)	482,1
Total	47 951,7	(2 285,1)	(101,8)	—	(2 042,4)	(4 429,3)	43 522,4
18. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES							
Postes	66 991,3	68,1	(589,3)	—	(3 102,2)	(3 623,4)	63 367,9
Autres dépenses de personnel	1 261,8	2,3	(9,3)	—	(98,4)	(105,4)	1 156,4
Consultants et experts	706,5	0,7	(5,3)	—	86,2	81,6	788,1
Voyages	1 592,7	2,9	(10,0)	—	(202,5)	(209,6)	1 383,1
Services contractuels	998,5	1,9	(7,3)	—	(144,4)	(149,8)	848,7
Frais généraux de fonctionnement	8 554,0	9,2	(49,6)	—	(1 479,8)	(1 520,2)	7 033,8
Fournitures et accessoires	1 215,8	1,4	(9,0)	—	(90,3)	(97,9)	1 117,9
Matériel	1 194,8	0,8	(8,7)	—	0,9	(7,0)	1 187,8
Total	82 515,4	87,3	(688,5)	—	(5 030,5)	(5 631,7)	76 883,7

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
19. COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE							
Postes	27 217,0	0,2	(365,9)	—	1 475,1	1 109,4	28 326,4
Autres dépenses de personnel	202,1	—	—	—	16,0	16,0	218,1
Consultants et experts	794,0	0,1	(0,1)	—	(263,6)	(263,6)	530,4
Voyages	530,3	—	(0,1)	—	(131,7)	(131,8)	398,5
Services contractuels	489,4	—	(0,1)	—	(150,6)	(150,7)	338,7
Frais généraux de fonctionnement	3 444,3	0,1	(0,1)	—	(1 411,6)	(1 411,6)	2 032,7
Fournitures et accessoires	600,3	—	—	—	—	—	600,3
Matériel	865,9	—	—	—	660,5	660,5	1 526,4
Total	34 143,3	0,4	(366,3)	—	194,1	(171,8)	33 971,5
20. PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE							
Dépenses diverses	37 375,9	—	—	—	—	—	37 375,9
Total	37 375,9	—	—	—	—	—	37 375,9
21. DROITS DE L'HOMME							
Postes	34 738,6	(1 542,7)	(80,4)	—	(3 752,8)	(5 375,9)	29 362,7
Autres dépenses de personnel	3 142,8	(125,1)	(7,2)	—	1 911,2	1 778,9	4 921,7
Consultants et experts	126,1	(5,8)	(0,3)	—	160,5	154,4	280,5
Voyages	8 447,4	(413,5)	(18,1)	—	352,1	(79,5)	8 367,9
Services contractuels	338,0	(17,6)	(0,7)	—	(68,7)	(87,0)	251,0
Frais généraux de fonctionnement	848,0	(36,9)	(2,4)	—	459,7	420,4	1 268,4
Fournitures et accessoires	99,7	(3,8)	(0,3)	—	119,1	115,0	214,7
Matériel	192,3	(11,5)	(1,9)	—	363,3	349,9	542,2
Subventions et contributions	67,7	(3,6)	(0,1)	—	(18,9)	(22,6)	45,1
Total	48 000,6	(2 160,5)	(111,4)	—	(474,5)	(2 746,4)	45 254,2
22. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS							
Postes	50 073,4	(2 384,1)	(62,5)	—	(104,6)	(2 551,2)	47 522,2
Autres dépenses de personnel	65,7	(3,2)	(0,1)	—	—	(3,3)	62,4
Total	50 139,1	(2 387,3)	(62,6)	—	(104,6)	(2 554,5)	47 584,6

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
23. OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT							
Postes	17 282,3	(165,6)	119,5	—	1 019,0	972,9	18 255,2
Autres dépenses de personnel	22,6	—	—	—	—	—	22,6
Total	17 304,9	(165,6)	119,5	—	1 019,0	972,9	18 277,8
24. DÉPARTEMENT DES AFFAIRES HUMANITAIRES							
Postes	14 058,1	(381,1)	(23,0)	—	378,0	(26,1)	14 032,0
Autres dépenses de personnel	625,0	(22,4)	(1,2)	—	(102,1)	(125,7)	499,3
Consultants et experts	243,2	(7,2)	(0,5)	—	(41,1)	(48,8)	194,4
Voyages	1 215,6	(32,0)	(2,3)	—	—	(34,3)	1 181,3
Services contractuels	447,9	(21,2)	(1,0)	—	(153,9)	(176,1)	271,8
Frais généraux de fonctionnement	759,5	(22,9)	(1,2)	—	—	(24,1)	735,4
Fournitures et accessoires	92,8	(1,8)	(0,1)	—	0,3	(1,6)	91,2
Matériel	313,4	(11,4)	(0,5)	—	—	(11,9)	301,5
Subventions et contributions	1 200,0	—	—	—	—	—	1 200,0
Total	18 955,5	(500,0)	(29,8)	—	81,2	(448,6)	18 506,9
25. INFORMATION							
Postes	99 635,5	(399,2)	21,7	—	(1 887,7)	(2 265,2)	97 370,3
Autres dépenses de personnel	1 841,0	(26,5)	(2,6)	—	1 052,3	1 023,2	2 864,2
Voyages	1 205,6	(2,5)	(2,1)	—	28,8	24,2	1 229,8
Services contractuels	13 096,9	(8,3)	(20,6)	—	1 100,9	1 072,0	14 168,9
Frais généraux de fonctionnement	9 751,3	(2,9)	(14,5)	—	153,3	135,9	9 887,2
Fournitures et accessoires	3 791,5	(6,7)	(6,3)	—	76,2	63,2	3 854,7
Mobilier	219,4	—	(0,3)	—	(20,0)	(20,3)	199,1
Matériel	2 521,4	(11,7)	(4,3)	—	259,5	243,5	2 764,9
Subventions et contributions	328,2	—	(0,4)	—	(22,0)	(22,4)	305,8
Total	132 390,8	(457,8)	(29,4)	—	741,3	254,1	132 644,9
26. ADMINISTRATION ET GESTION							
Postes	617 053,8	(13 967,3)	495,6	—	(2 540,1)	(16 011,8)	601 042,0
Autres dépenses de personnel	71 889,6	(1 867,7)	(149,3)	—	(1 548,0)	(3 565,0)	68 324,6
Consultants et experts	349,7	(12,4)	12,1	—	(128,3)	(128,6)	221,1
Voyages	1 431,8	(21,1)	(6,7)	—	2 059,7	2 031,9	3 463,7
Services contractuels	30 183,2	(264,8)	(43,9)	—	(1 613,0)	(1 921,7)	28 261,5

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
Frais généraux de fonctionnement	158 614,6	(2 171,4)	(215,8)	—	(10 455,6)	(12 842,8)	145 771,8
Fournitures et accessoires	16 585,4	(324,5)	(27,6)	—	(1 538,6)	(1 890,7)	14 694,7
Mobilier	362,6	(8,8)	(14,9)	—	5 449,2	5 425,5	5 788,1
Matériel	8 865,1	(241,6)	(26,5)	—	8 066,7	7 798,6	16 663,7
Dépenses diverses	10 745,7	(528,3)	(4,7)	—	(228,2)	(761,2)	9 984,5
Total	916 081,5	(19 407,9)	18,3	—	(2 476,2)	(21 865,8)	894 215,7
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion							
Postes	11 908,7	—	(2,7)	—	(362,3)	(365,0)	11 543,7
Autres dépenses de personnel	352,3	—	(0,6)	—	(123,1)	(123,7)	228,6
Voyages	189,3	—	(0,1)	—	(126,3)	(126,4)	62,9
Services contractuels	16,5	—	(0,6)	—	214,0	213,4	229,9
Frais généraux de fonctionnement	141,9	—	(0,4)	—	—	(0,4)	141,5
Matériel	87,2	—	(0,1)	—	—	(0,1)	87,1
Total	12 695,9	—	(4,5)	—	(397,7)	(402,2)	12 293,7
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité							
Postes	18 564,8	—	(2,8)	—	(305,9)	(308,7)	18 256,1
Autres dépenses de personnel	431,4	—	(1,9)	—	775,6	773,7	1 205,1
Consultants et experts	30,5	—	—	—	(15,2)	(15,2)	15,3
Voyages	36,8	—	—	—	(6,5)	(6,5)	30,3
Services contractuels	345,6	—	(0,2)	—	(298,4)	(298,6)	47,0
Frais généraux de fonctionnement	449,8	—	(0,7)	—	(220,0)	(220,7)	229,1
Fournitures et accessoires	23,6	—	—	—	—	—	23,6
Matériel	273,6	—	(0,8)	—	219,7	218,9	492,5
Total	20 156,1	—	(6,4)	—	149,3	142,9	20 299,0
C. Bureau de la gestion des ressources humaines							
Postes	27 426,6	—	14,7	—	189,3	204,0	27 630,6
Autres dépenses de personnel	996,1	—	1,8	—	1 798,9	1 800,7	2 796,8
Consultants et experts	76,5	—	(0,1)	—	—	(0,1)	76,4
Voyages	547,0	—	(1,0)	—	—	(1,0)	546,0
Services contractuels	10 527,7	—	(18,6)	—	(1 295,0)	(1 313,6)	9 214,1
Frais généraux de fonctionnement	414,8	—	(0,2)	—	(221,0)	(221,2)	193,6

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
Fournitures et accessoires	314,6	—	(1,0)	—	180,0	179,0	493,6
Matériel	398,3	—	(1,1)	—	267,6	266,5	664,8
Total	40 701,6	—	(5,5)	—	919,8	914,3	41 615,9
D. Services d'appui, New York							
Postes	75 100,3	—	(5,2)	—	(221,6)	(226,8)	74 873,5
Autres dépenses de personnel	7 304,0	—	(10,8)	—	1 851,4	1 840,6	9 144,6
Consultants et experts	223,4	—	(0,4)	—	(94,0)	(94,4)	129,0
Voyages	283,2	—	(0,6)	—	170,6	170,0	453,2
Services contractuels	9 696,6	—	(11,7)	—	(2 002,8)	(2 014,5)	7 682,1
Frais généraux de fonctionnement	109 789,5	—	(118,0)	—	(7 651,9)	(7 769,9)	102 019,6
Fournitures et accessoires	3 760,6	—	(5,3)	—	(712,5)	(717,8)	3 042,8
Mobilier	—	—	(6,1)	—	2 237,4	2 231,3	2 231,3
Matériel	1 737,8	—	(7,7)	—	2 570,0	2 562,3	4 300,1
Total	207 895,4	—	(165,8)	—	(3 853,4)	(4 019,2)	203 876,2
E. Services de conférence							
Postes	377 625,2	(8 739,7)	(88,8)	—	1 336,2	(7 492,3)	370 132,9
Autres dépenses de personnel	56 051,2	(1 561,8)	(124,9)	—	(5 372,3)	(7 059,0)	48 992,2
Consultants et experts	—	(12,6)	12,6	—	—	—	—
Voyages	247,2	(14,3)	(4,5)	—	2 006,5	1 987,7	2 234,9
Services contractuels	5 965,1	(99,2)	(5,2)	—	1 077,4	973,0	6 938,1
Frais généraux de fonctionnement	4 682,5	(135,6)	(9,3)	—	(953,5)	(1 098,4)	3 584,1
Fournitures et accessoires	9 317,0	(178,9)	(16,3)	—	(572,3)	(767,5)	8 549,5
Mobilier	—	—	(8,8)	—	3 000,0	2 991,2	2 991,2
Matériel	3 354,2	(111,6)	(13,7)	—	3 955,6	3 830,3	7 184,5
Dépenses diverses	2 020,8	(99,7)	0,4	—	4,5	(94,8)	1 926,0
Total	459 263,2	(10 953,4)	(258,5)	—	4 482,1	(6 729,8)	452 533,4
F. Administration (Genève)							
Postes	76 458,4	(4 063,7)	199,6	—	(2 257,5)	(6 121,6)	70 336,8
Autres dépenses de personnel	4 853,5	(249,9)	(12,2)	—	(388,0)	(650,1)	4 203,4
Voyages	71,7	(5,5)	(0,5)	—	5,2	(0,8)	70,9
Services contractuels	3 533,8	(167,2)	(8,0)	—	574,9	399,7	3 933,5
Frais généraux de fonctionnement	29 922,4	(1 488,9)	(85,8)	—	(1 204,0)	(2 778,7)	27 143,7
Fournitures et accessoires	1 945,6	(97,8)	(4,3)	—	(253,3)	(355,4)	1 590,2

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
Matériel	1 144,3	(45,1)	(2,4)	—	769,8	722,3	1 866,6
Dépenses diverses	2 848,3	(144,3)	(6,5)	—	(162,6)	(313,4)	2 534,9
Total	120 778,0	(6 262,4)	79,9	—	(2 915,5)	(9 098,0)	111 680,0
G. Administration (Vienne)							
Postes	24 101,3	(1 139,3)	26,7	—	(762,2)	(1 874,8)	22 226,5
Autres dépenses de personnel	1 321,7	(54,0)	0,3	—	89,9	36,2	1 357,9
Consultants et experts	—	—	—	—	0,4	0,4	0,4
Voyages	28,1	(1,3)	—	—	5,6	4,3	32,4
Services contractuels	—	1,5	0,1	—	157,4	159,0	159,0
Frais généraux de fonctionnement	10 640,3	(528,0)	2,7	—	(525,3)	(1 050,6)	9 589,7
Fournitures et accessoires	893,9	(45,5)	—	—	(192,3)	(237,8)	656,1
Mobilier	250,0	(8,3)	0,1	—	211,8	203,6	453,6
Matériel	1 566,0	(80,4)	0,5	—	121,8	41,9	1 607,9
Dépenses diverses	5 876,6	(284,3)	1,4	—	(70,1)	(353,0)	5 523,6
Total	44 677,9	(2 139,6)	31,8	—	(963,0)	(3 070,8)	41 607,1
H. Administration (Nairobi)							
Postes	5 868,5	(24,6)	354,1	—	(156,1)	173,4	6 041,9
Autres dépenses de personnel	579,4	(2,0)	(1,0)	—	(180,4)	(183,4)	396,0
Consultants et experts	19,3	0,2	—	—	(19,5)	(19,3)	—
Voyages	28,5	—	—	—	4,6	4,6	33,1
Services contractuels	97,9	0,1	0,3	—	(40,5)	(40,1)	57,8
Frais généraux de fonctionnement	2 573,4	(18,9)	(4,1)	—	320,1	297,1	2 870,5
Fournitures et accessoires	330,1	(2,3)	(0,7)	—	11,8	8,8	338,9
Mobilier	112,6	(0,5)	(0,1)	—	—	(0,6)	112,0
Matériel	303,7	(4,5)	(1,2)	—	162,2	156,5	460,2
Total	9 913,4	(52,5)	347,3	—	102,2	397,0	10 310,4
27. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES FINANCÉES EN COMMUN							
Postes	15 639,0	(372,3)	(20,0)	—	(809,5)	(1 201,8)	14 437,2
Autres dépenses de personnel	815,8	(2,5)	(0,4)	—	(149,4)	(152,3)	663,5
Consultants et experts	300,1	(1,6)	(1,6)	—	369,3	366,1	666,2
Voyages	1 677,3	(32,9)	(3,1)	—	(60,4)	(96,4)	1 580,9
Services contractuels	41,1	(0,6)	—	—	136,0	135,4	176,5
Frais généraux de fonctionnement	1 747,6	(4,3)	(2,5)	—	(128,4)	(135,2)	1 612,4
Fournitures et accessoires	78,6	(1,8)	(0,1)	—	(9,4)	(11,3)	67,3

/...

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
Matériel	142,7	(2,7)	(0,3)	—	9,9	6,9	149,6
Dépenses diverses	7 041,6	(337,9)	(15,5)	—	703,4	350,0	7 391,6
Total	27 483,8	(756,6)	(43,5)	—	61,5	(738,6)	26 745,2
28. DÉPENSES SPÉCIALES							
Postes	—	—	—	—	—	—	—
Autres dépenses de personnel	38 970,6	(307,9)	(36,7)	—	1 276,3	931,7	39 902,3
Consultants et experts	—	—	—	—	—	—	—
Voyages	—	—	—	—	—	—	—
Services contractuels	—	—	—	—	—	—	—
Frais généraux de fonctionnement	1 366,4	—	(2,0)	—	812,3	810,3	2 176,7
Fournitures et accessoires	—	—	—	—	—	—	—
Matériel	—	—	—	—	—	—	—
Dépenses diverses	1 013,4	—	(1,5)	54,0	(410,4)	(357,9)	655,5
Total	41 350,4	(307,9)	(40,2)	54,0	1 678,2	1 384,1	42 734,5
29. BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE							
Postes	13 546,5	(77,5)	5,2	—	(209,5)	(281,8)	13 264,7
Autres dépenses de personnel	116,2	(1,8)	(0,6)	—	22,4	20,0	136,2
Consultants et experts	186,9	—	(0,1)	—	(147,3)	(147,4)	39,5
Voyages	544,4	(5,3)	(1,0)	—	35,5	29,2	573,6
Services contractuels	31,7	—	(0,1)	—	29,3	29,2	60,9
Frais généraux de fonctionnement	157,2	—	(0,2)	—	(14,4)	(14,6)	142,6
Fournitures et accessoires	80,3	(0,3)	(0,1)	—	(18,0)	(18,4)	61,9
Matériel	348,3	—	(0,4)	—	(0,5)	(0,9)	347,4
Total	15 011,5	(84,9)	2,7	—	(302,5)	(384,7)	14 626,8
30. INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES							
Autres dépenses de personnel	3 535,2	—	(5,9)	—	83,4	77,5	3 612,7
Services contractuels	2 614,2	—	(3,9)	—	3,9	—	2 614,2
Frais généraux de fonctionnement	3 552,2	(51,0)	(6,0)	—	(75,4)	(132,4)	3 419,8
Matériel	156,7	—	(0,3)	—	—	(0,3)	156,4
Dépenses diverses	11 441,9	—	(7,5)	—	10 369,6	10 362,1	21 804,0
Total	21 300,2	(51,0)	(23,6)	—	10 381,5	10 306,9	31 607,1

Chapitre des dépenses	Montant de l'ouverture de crédits révisée pour 1996-1997	Modifications prévues: Taux de change	Inflation	Autorisation d'engagement de dépenses et dépenses imprévues et extraordinaires	Autres modifications	Total des modifications	Montant proposé de l'ouverture de crédits définitive pour 1996-1997
31. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATIONS ET AMÉLIORATIONS DE LOCAUX ET GROS TRAVAUX D'ENTRETIEN							
Autres dépenses de personnel	—	(16,3)	(0,4)	—	260,2	243,5	243,5
Amélioration des locaux	28 648,8	(510,9)	(33,9)	—	(1 816,5)	(2 361,3)	26 287,5
Total	28 648,8	(527,2)	(34,3)	—	(1 556,3)	(2 117,8)	26 531,0
32. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL							
Dépenses diverses	348 280,6	(4 701,7)	335,5	2 078,8	(10 571,6)	(12 859,0)	335 421,6
Total	348 280,6	(4 701,7)	335,5	2 078,8	(10 571,6)	(12 859,0)	335 421,6
33. AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS							
Subventions et contributions	3 993,7	—	—	—	—	—	3 993,7
Total	3 993,7	—	—	—	—	—	3 993,7
Total, prévisions de dépenses (montant brut)	2 603 280,9	(49 266,7)	1 562,2	30 021,5	(36 163,9)	(53 846,9)	2 549 434,0

/...

État 4

Taux de change et taux d'inflation, par lieu d'affectation

Lieu d'affectation (monnaie)	Taux de change: Taux retenus pour le calcul de l'ouverture de crédits révisée 1996	Taux de change: Taux retenus pour le calcul de l'ouverture de crédits révisée 1997[a]	Taux de change: Taux retenus dans le présent rapport 1996	Taux de change: Taux retenus dans le présent rapport 1997[b]	Taux d'inflation applicables aux objets de dépenses autres que les postes: Taux retenus pour le calcul de l'ouverture de crédits révisée 1996	Taux d'inflation applicables aux objets de dépenses autres que les postes: Taux retenus pour le calcul de l'ouverture de crédits révisée 1997	Taux d'inflation applicables aux objets de dépenses autres que les postes: Taux retenus dans le présent rapport 1997
New York (dollars É.-U.)					2,8	2,8	2,5
Genève (francs suisses)	1,22	1,29	1,22	1,44	0,8	1,1	0,8
Vienne (schillings)	10,51	10,80	10,51	12,03	1,5	1,5	1,9
La Haye (florins)	1,68	1,72	1,68	1,93	1,9	1,9	2,3
Bangkok (baht)	25,18	25,40	25,18	30,23	5,1	4,0	6,6
Santiago (pesos chiliens)	407,75	417,00	407,75	414,83	7,7	7,3	5,6
Mexico (nouveaux pesos mexicains)	7,54	7,80	7,54	7,90	30,0	20,0	19,1
Addis-Abeba (birr)	6,32	6,32	6,32	6,71	5,0	5,0	5,0
Nairobi (shillings kényens)	57,29	56,50	57,29	57,21	10,0	10,0	10,0
Port of Spain (dollars de la Trinité-et-Tobago)	5,87	6,06	5,87	6,16	3,5	3,5	3,5
Jordanie (dinars jordaniens)	0,71	0,71	0,71	0,71	6,6	5,0	5,0
Liban (livres libanaises)	1 580,00	1 560,00	1 580,00	1 545,75	10,0	7,5	7,5
Israël (Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve) (nouveaux shekels)	3,14	3,22	3,14	3,39	12,0	10,0	10,0
Inde (Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq) (roupies)	35,08	35,50	35,08	35,65	8,4	8,4	8,4
Gaza-Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	3,14	3,22	3,14	3,39	12,0	10,0	10,0
Centres d'information des Nations Unies[c]	—	—	—	—	2,8	2,8	2,5

[a] Projections des taux de change opérationnels de l'ONU pour décembre 1996.

[b] Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU pour 1997 : taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projections des taux de novembre (voir état 5).

[c] Effet conjugué des variations de l'inflation et des taux de change.

État 5

Taux de change opérationnels de l'ONU pour 1997

Lieu d'affectation	Taux retenus pour le calcul de l'ouverture de crédits révisée		Moyenne pour 1997[a]	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
	1996	1997													
Genève	1,22	1,29	1,44	1,35	1,43	1,48	1,45	1,45	1,41	1,44	1,52	1,49	1,45	1,40	1,40
Vienne	10,51	10,80	12,03	10,90	11,50	11,80	11,80	12,10	11,90	12,10	12,90	12,70	12,30	12,20	12,20
La Haye	1,68	1,72	1,93	1,75	1,85	1,90	1,89	1,95	1,91	1,94	2,07	2,02	2,02	1,94	1,94
Bangkok	25,18	25,40	30,23	25,40	25,40	25,40	25,90	25,90	25,90	29,00	31,60	34,00	36,70	38,80	38,80
Santiago	407,74	417,00	414,83	420,00	420,00	411,00	415,00	415,00	415,00	415,00	415,00	413,00	413,00	413,00	413,00
Mexico	7,54	7,80	7,90	7,80	7,80	7,70	7,89	7,89	7,89	7,89	7,89	7,70	7,70	8,35	8,35
Addis-Abeba	6,32	6,32	6,71	6,42	6,42	6,65	6,65	6,65	6,65	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85
Nairobi	57,29	56,50	57,21	54,80	54,80	54,80	55,10	55,10	55,10	54,30	57,50	57,50	63,50	62,00	62,00
Port of Spain	5,87	6,06	6,16	6,06	6,06	6,06	6,06	6,06	6,06	6,25	6,25	6,25	6,25	6,25	6,25
Inde (Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq)	35,08	35,50	35,65	35,50	35,50	35,50	35,50	35,50	35,50	35,50	35,50	35,50	36,10	36,10	36,10
Israël (Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve)	3,14	3,22	3,39	3,22	3,22	3,22	3,34	3,34	3,34	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50
Gaza-Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	3,14	3,22	3,39	3,22	3,22	3,22	3,34	3,34	3,34	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50
Liban	1 580,00	1 560,00	1 545,75	1 560,00	1 560,00	1 560,00	1 541,00	1 541,00	1 541,00	1 541,00	1 541,00	1 541,00	1 541,00	1 541,00	1 541,00
Amman	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71

[a] Moyenne des taux effectifs jusqu'à fin novembre et, pour décembre, projections des taux de novembre.

État 6

Coefficients d'ajustement (indemnité de poste) applicables aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pour 1997

Lieu d'affectation	Ouverture de crédits révisée: Coefficients retenus dans le premier rapport sur l'exécution du budget 1996	1997	Chiffres révisés 1997[a]	Coefficients retenus dans le présent rapport 1997 1997[b]	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
New York	147,5	152,6	145,0	144,8	144,4	144,4	144,4	144,4	144,4	144,4	144,4	144,4	144,4	144,4	147,0	147,0
Genève	197,5	187,5	178,1	160,9	170,6	161,7	156,7	159,7	159,7	163,8	160,7	152,9	155,7	159,7	164,9	164,9
Vienne	168,6	164,5	156,3	144,2	155,0	147,6	144,2	144,2	144,4	146,6	144,4	136,3	138,2	142,3	143,3	143,3
La Haye	154,6	155,2	147,5	133,1	144,8	138,0	134,9	135,5	131,8	134,2	132,4	124,9	127,7	127,7	132,4	132,4
Bangkok	135,5	137,0	130,1	126,9	128,4	128,4	128,4	128,4	128,4	128,4	127,0	127,0	127,0	127,0	127,0	117,0
Santiago	142,7	145,0	137,8	135,4	135,4	135,4	137,3	135,1	135,1	135,1	135,1	135,1	135,1	135,1	135,5	135,5
Mexico	128,6	133,2	126,5	115,1	114,4	114,4	115,9	115,9	115,9	115,9	115,5	115,5	115,5	115,5	113,6	113,6
Addis-Abeba	139,1	143,1	135,9	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7	134,7
Nairobi	120,1	123,6	117,4	121,4	115,4	122,0	122,6	122,6	122,6	122,6	123,5	123,5	123,5	123,5	117,4	117,4
Port of Spain	129,0	130,8	124,3	122,8	124,3	124,3	123,5	123,5	123,5	123,5	121,8	121,8	121,8	121,8	121,8	121,8
Inde (Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq)	126,6	133,7	127,0	125,8	125,0	125,0	125,8	125,8	125,8	125,8	125,8	125,8	125,8	125,8	126,4	126,4
Israël (Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve)	134,4	138,3	131,3	128,9	129,2	129,2	129,9	129,9	129,9	129,9	128,1	128,1	128,1	128,1	128,1	128,1
Gaza-Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	134,4	138,3	131,3	128,9	129,2	129,2	129,9	129,9	129,9	129,9	128,1	128,1	128,1	128,1	128,1	128,1
Beyrouth	158,9	160,8	152,8	152,4	152,2	152,2	152,2	152,2	152,2	152,2	152,5	152,5	152,5	152,5	152,5	152,5
Amman	121,0	124,5	118,3	117,2	116,8	116,8	117,2	117,2	117,2	117,2	117,2	117,2	117,4	117,4	117,4	117,4

[a] Coefficients retenus pour le calcul de l'ouverture de crédits révisée pour 1997, ajustés compte tenu de l'incorporation au traitement de base d'un montant correspondant à 5,26 points d'ajustement, qui a pris effet au 1er janvier 1997 (ST/IC/1997/7).

[b] Moyenne des coefficients effectifs jusqu'à fin novembre. Les chiffres indiqués tiennent compte de l'incorporation de 5,26 points ayant pris effet le 1er janvier 1997.

État 7

Traitements des agents des services généraux : variations en monnaie locale

(Pourcentage)

Lieu d'affectation		Taux d'augmentation retenus pour le calcul de l'ouverture de crédits révisée, 1996-1997 (Année précédente = 100)	Taux retenus dans le présent rapport	Augmentation (Barème précédent = 100)	
New York	1996	2,7	2,7	1er janvier	2,7
	1997	2,5	2,6	1er janvier	2,6
Genève	1996	—	—	—	—
	1997	—	—	—	—
Vienne	1996	—	—	—	—
	1997	—	—	—	—
La Haye	1996	0,5	0,5	1er septembre	1,8[a]
	1997	1,3	1,7	1er août	1,3[b]
Bangkok	1996	—	—	—	—
	1997	—	—	—	—
Santiago	1996	4,4	4,4	1er août	10,4
	1997	8,6	7,0	1er septembre	3,3
Mexico	1996	12,3	12,3	1er octobre	10,2
				1er mai	14,0
	1997	19,4	24,3	1er mai	16,6
Addis-Abeba	1996	2,3	2,3	1er janvier	5,1[a]
	1997	4,5	2,5	1er juillet	5,0[b]
Nairobi	1996	3,2	3,2	—	—
	1997	7,2	42,0	1er avril	56,0
Port-of-Spain	1996	2,3	2,3	1er septembre	8,3[a]
	1997	3,0	5,4	—	—
Israël (Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve)	1996	8,8	8,8	1er janvier	8,8
	1997	7,5	16,5	1er septembre	22,0[a]
				1er septembre	7,5[b]
Inde (Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq)	1996	1,9	1,9	—	—
	1997	7,5	0,9	1er avril	1,2
Amman	1996	1,9	1,9	1er mai	0,5[a]
	1997	6,7	0,7	1er octobre	2,0[b]

[a] Ajustements au coût de la vie accordés avec effet rétroactif.

[b] Projections.

État 8

Dépenses communes de personnel, exprimées en pourcentage des traitements nets

Lieu d'affectation	Taux retenus pour le calcul de l'ouverture de crédits révisée et dans le présent rapport 1996-1997	Taux réels 1996
New York	40,1	40,4
Genève	32,0	32,3
Vienne	35,0	33,8
La Haye	33,4	31,8
Bangkok	42,1	39,6
Santiago	37,3	34,9
Mexico	38,8	38,3
Addis-Abeba	73,0	66,4
Nairobi	65,4	62,4
Port-of-Spain	38,6	36,2
Amman	70,0	64,0
Beyrouth	58,6	—
Gaza (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)	62,9	101,0
Israël (Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve)	89,3	64,7
Inde (Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq)	99,6	86,1
Centre d'information des Nations Unies	42,2	41,7

État 9

Taux de vacance de postes, par chapitre

	Chapitre	Au 31 janvier 1996		Au 31 décembre 1996		Au 31 janvier 1997		Au 31 octobre 1997	
		Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.
1.	Politique, direction et coordination d'ensemble	2,0	1,4	18,4	4,1	8,2	4,1	8,2	6,8
2.	Affaires politiques	2,6	–	10,3	8,7	10,3	7,1	12,3	6,3
3.	Opérations de maintien de la paix et missions spéciales	3,6	–	10,9	5,0	12,7	4,3	7,3	4,0
4.	Affaires spatiales	7,7	–	–	16,7	–	16,7	–	16,7
5.	Cour internationale de Justice	–	–	9,1	2,9	9,1	2,9	–	–
6.	Activités juridiques	10,0	4,6	13,8	9,2	15,0	9,2	13,1	1,5
7A.	Département de la coordination des politiques et du développement durable	11,1	2,1	15,4	9,6	15,4	9,6	15,4	12,8
7B.	Afrique : situation économique critique, redressement et développement	–	–	18,2	–	9,1	–	9,1	–
8.	Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques	10,0	1,5	18,7	9,2	23,6	9,2	22,3	12,3
9.	Département des services d'appui et de gestion pour le développement	6,6	3,1	11,5	9,3	11,5	9,3	11,5	7,2
10A.	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	6,9	2,1	12,7	12,7	13,1	12,2	19,7	16,4
11.	Programme des Nations Unies pour l'environnement	17,4	–	39,1	5,0	34,8	5,0	39,1	5,0
12.	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	–	–	18,2	6,9	18,2	6,9	18,2	6,9
13.	Lutte contre la criminalité	12,5	–	25,0	16,7	25,0	16,7	25,0	16,7
14.	Contrôle international des drogues	15,6	10,7	15,6	10,7	11,1	10,7	17,8	3,6
15.	Commission économique pour l'Afrique	10,5	3,4	18,8	4,7	21,4	8,8	25,8	5,2
16.	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	16,0	6,7	19,8	9,8	17,1	10,4	18,7	11,0
17.	Commission économique pour l'Europe	12,7	3,2	11,9	11,8	11,86	11,83	19,5	14,0
18.	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	15,2	3,7	16,3	10,3	14,7	8,8	20,0	10,8
19.	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	19,0	1,6	24,8	8,0	18,1	8,5	26,7	6,9
20.	Droits de l'homme	4,0	8,5	16,0	6,8	15,0	6,8	49,0	18,6
22.	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	7,9	1,0	5,6	8,4	6,7	9,7	4,5	11,6
23.	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	–	10,0	3,7	–	6,1	–	3,7	–
24.	Département des affaires humanitaires	22,2	3,3	13,3	6,7	15,6	6,7	22,2	16,7
25.	Information	6,2	2,6	11,7	10,0	12,4	11,1	14,1	12,0
26.	Administration et gestion	1,9	1,1	11,5	11,0	9,9	9,0	11,4	9,9
27.	Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales	7,5	5,7	13,8	5,7	13,8	5,7	17,2	11,4
29.	Bureau des services de contrôle interne	30,4	8,0	10,7	8,0	8,9	8,0	7,1	4,0
	Ensemble des chapitres	7,0	2,1	13,4	8,5	13,4	8,9	15,9	9,6

Note

[1] Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 6 (A/50/6/Rev.1).